

Nouvelles locales du jeudi 17 avril 2014

@rib News, 17/04/2014] Justice - Comparution ce jeudi matin du président de l ADC-Ikibiri en même temps président du parti Sahwanya Frodebu devant le premier substitut du Procureur de la République en Mairie de Bujumbura. Depuis 9h et demi, Léonce Ngendakumana (photo) a été entendu en compagnie de son avocat. A la sortie de l audience, Ma tro François Nyamoya fait savoir que son client avait été convoqué pour être entendu suite   une plainte déposée par le parti CNDD-FDD et la Radio Rema Fm qui ont estimé que la correspondance de l ADC-Ikibiri au Secrétaire général des Nations Unies en date du 6 février 2014 sur la situation sécuritaire au Burundi porte une imputation dommageable   leur égard.

Une autre audience est prévue ce lundi 21 avril où Léonce Ngendakumana aura une confrontation directe avec le parti CNDD-FDD et la Radio Rema Fm devant le premier substitut du Procureur en Mairie de Bujumbura. Une foule immense composée surtout de jeunes du parti Sahwanya Frodebu et des autres membres des partis politiques de l ADC-Ikibiri  ta présente devant les locaux du Parquet de la Mairie de Bujumbura pour le soutenir et il a été acclamé   sa sorti après 4 heures d interrogatoire.  tait aussi sur place le premier secrétaire de l ambassade des Pays-Bas au Burundi.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]- Comparution ce jeudi de l ancien vice commissaire de la police dans la province de Gitega devant la Cour d appel de Gitega. Après deux séances d absence, Michel Nurweze dit Rwembe s est présenté pour s expliquer sur les allégations portées contre lui. Un rebondissement dans cette affaire risque cependant de mener   plus de vérité. En effet, le ministère public a affirmé que les policiers qui avaient été cités comme X et Y en première instance ont accepté de venir témoigner contre l accus  et il a annoncé que leur sécurité est assurée. Il leur a livré leurs noms   la Cour mais ils n taient pas présents. Après une heure de débats, la Cour a ainsi remis l acte du 26 juin 2014. Cette remise n a pas plu aux observateurs estimant que le délai est trop long. Les organisations comme l APRODH, la CNIDH, le BNUB et la Ligue Iteka avaient envoyé leurs représentants lors de cette audience. Elles demandent plus de protections pour les témoins   charge de Rwembe. Rappelons que ce dernier est accusé d avoir assassiné un membre du parti MSD du nom de Léandre Bukuru et torturé gravement deux autres personnes. Le Tribunal de grande instance de Gitega avait condamné l accus    une peine de 6 mois, sentence qui n avait pas plu au mini public qui a interjeté appel.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] Politique - L Assembl e nationale a analysé ce jeudi matin des projets de loi l un concernant la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation et l autre concernant la mise en place de la Cour spéciale des questions foncières. La ministre de la solidarité nationale et du genre avait été mandatée par le gouvernement pour expliquer aux députés sa politique   ce sujet. Mais les députés issus du parti Uprona, ceux du parti Frodebu-Nyakuri et ceux représentant les Batwa n avaient pas répondu présents aux débats. Selon le député Juvénal Gahungu issu du parti Frodebu-Nyakuri, le parti CNDD-FDD a opté pour l usage de la force et veut toujours faire passer des projets de loi en ignorant les autres partenaires dans de tels processus. Selon lui, ils n ont pas voulu cautionner la mise en place des structures qui ne serviront   rien pour la population burundaise. Il s insurge surtout contre la procédure de nomination des membres de la CVR. Il avoue que les conclusions de telles discussions ne seront pas positives suite   l absence d autres partenaires. De son côté, le président du groupe parlementaire Uprona trouve que le CNDD-FDD n a pas le droit de mettre en place une CVR crédible aux yeux de la population en utilisant un tel projet de loi. Le député Bonaventure Gasutwa estime que les Burundais ne peuvent pas   eux seuls composer la CVR puisque ce sont eux qui ont commis les atrocités lors de la guerre et de ce fait ne peuvent arriver   rien. De même, il trouve que le président de la République ne peut pas nommer tous les membres de cette commission comme cela est stipulé dans ce projet de loi. Concernant la Cour spéciale des conflits fonciers, la Cour aura une compétence excessive dépassant celle des tribunaux, ce qui est contre la Constitution. De même, il rappelle que le parti Uprona a déjà porté plainte au près de la Cour de la Communauté Est-africaine attaquant l inconstitutionnalit  de la loi régissant la CNTB. Malgré ce retrait, les députés issus du parti CNDD-FDD ont approuvé ces deux projets de lois pour 81 voix sur 82. Le gouvernement burundais parle de satisfaction alors que les observateurs indépendants et les organisations de la Société civile parlent d une chance de réconciliation nationale qui tombe   l eau. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]- Le parti FNL a animé une conférence de presse ce jeudi pour exprimer sa position après le rapport des services des Nations Unies faisant état d une probable distribution des armes aux Imbonerakure et d une préparation d un génocide politique au Burundi. Le président de ce parti, ce rapport est peu crédible du moment qu il donne des éléments qui ne sont pas vérifiés. Jacques Bigirimana trouve qu un tel rapport a été rédigé en collaboration avec certains partis politiques de l opposition et certaines organisations de la société civile burundaise. Il demande en outre la mise en place d une commission d enquête internationale qui se baserait sur les compléments qui seraient fournis par le BNUB afin de tirer des conclusions plus acceptables par tous. Ce responsable du FNL reconnu par le ministère de l Int rieur a profité de cette occasion pour s prendre   certains médias comme quoi ils s ment la haine dans le pays et ne voient jamais les bonnes réalisations du pouvoir en place. Il les a accusés d  tre   la solde des partis politiques de l opposition et de certaines organisations de la société civile. Selon lui, la RPA est caractérisée par un esprit révoltant et est soumise   la volonté et aux ordres de son fondateur qui est actuellement le président du parti MSD. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]- Le directeur de la RPA a réagi   ces propos. En effet, selon Bob Rugurika, il est triste et lamentable d entendre de tels propos de la part d une personne qui se veut leader. Selon lui, Jacques Bigirimana a toujours eu une occasion de s exprimer via la RPA et que ses interventions sur les questions d actualit  ont été diffusées. Il qualifie ces accusations de trahison et rappelle que n est pas la première fois qu il le fait. Il le rappelle   la raison pour lui signifier que s il ne change pas de comportement, il va finir mal en politique. [rpa]- Le FOCODE s  tonne de la manière dont toutes les autorités politiques de ce pays sont en train de réagir face au rapport des services des Nations Unies estimant que certains jeunes du parti au pouvoir seraient en train d  tre armés pour commettre un génocide politique dans le pays. Le président de ce forum trouve que le communiqué du gouvernement burundais demande que des enquêtes soient menées et dit ne pas comprendre pourquoi deux ministres de ce même gouvernement et certains députés du CNDD-FDD demandent plutôt que le BNUB fournisse

dâ€™autres preuves ou que son représentant soit chassé du Burundi. Selon Pacifique Nininahazwe, il semble que ceux qui ne veulent pas d enqu te veulent couvrir et protéger un petit groupe de gens qui ont été cités dans ce rapport. Il croit plutôt que ce groupe devrait être identifié et isolé afin qu il ne sème pas le chaos dans le pays. Il demande que le gouvernement ne revienne pas sur son souhait d enqu te et que l ONU envoie des experts enquêteurs qui collaboreraient avec les membres du gouvernement et éventuellement avec ceux de la société civile afin d aboutir sur bons résultats. [rpa/rtr] Education - Dans le communiqué de presse que la présidence de la République a sorti ce mercredi soir pour annuler l ordonnance ministérielle portant mesures d octroi de la bourse aux étudiants, il a émis en avant le souhait que les étudiants élisent, dès leur retour aux auditoriums, leurs représentants afin d avoir des interlocuteurs dignes de ce nom. Il a également demandé aux autorités universitaires d acc l rer les préparatifs sur la tenue des  tats généraux sur l  ducation afin que des réponses soient apportées aux différentes questions qui minent ce secteur. Les étudiants de l Universit  du Burundi et de l ENS viennent d opposer une fin de non recevoir   cette main tendue par le président Nkurunziza. En effet, ils remercient le président de la République pour avoir lui-même pris une décision dans ce sens. Selon eux, cela montre que leur question a été prise au sérieux au plus haut sommet de l Etat. Mais, ils estiment que leur principale revendication n est pas satisfaite du moment que le point de départ de leur mouvement se trouve dans le décret que le président lui-même a signé. Ainsi, ils trouvent que tant que ce décret n est pas modifié en ses articles controversés et tant que le ministre de l Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique n aura pas encore dessiné les contours de l annulation décidée par le président de la République, ils ne peuvent pas regagner les rues. Les représentants des étudiants demandent   leurs camarades de rester calmes et d attendre chez eux l appel qui lanceront   cet effet. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] Diplomatie - Le Gouvernement du Burundi vient de déclarer personnellement non grata le conseiller principal chargé des questions de sécurité au sein du BNUB. Dans une correspondance lui adressée par le ministre des relations extérieures et de la coopération, Paul Debbie est prié de faire ses valises et quitter le Burundi endéans les 48 heures   compter de ce 17 avril 2014. Selon l ambassadeur Laurent Kavakure, le rapport qui a été transmis confidentiellement aux Nations Unies contient de fausses informations qui salissent et ternissent l image du Burundi. Il ajoute que le ministre de l Int rieur a fait des descentes sur terrain   Rumonge et qu il a rencontré la population et tout le monde a rejeté ces allégations. Il conclut donc que personne ne peut accepter un tel rapport honteux pour le pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] Sécurité - Une personne a été retrouvée morte sur la colline Kirambi de la commune Nyabihanga dans la province Mwaro. Ag  de 26 ans, Camille Ntahombaye était un travailleur domestique sur cette colline. La famille pour laquelle il travaillait précise qu il avait passé la journée de mercredi en train de cultiver dans les champs de son patron et après son travail, il est passé dans un champ de bananiers appartenant   son patron pour voir si les voleurs n ont pas pris certains régimes de bananes comme cela a été dans ces derniers jours. La famille ajoute qu ils ont attendu vainement que ce domestique rentre. Son corps a été découvert ce jeudi matin   côté d un tas de bananes récoltées, la tête décapitée et amputée de ces deux mains. Ils pensent qu il aurait été tué par les voleurs qui auraient empêché de voler ses bananes. La police indique que des enquêtes ont été entamées pour retrouver la tête et les mains de la victime et rechercher les coupables afin qu ils soient traduits devant la justice. Elle annonce aussi que trois personnes ont été déjà arrêtées pour des raisons d enqu te. Signalons que cette mort est la deuxième de domestiques dans cette province après celle survenue dans la commune Gisozi il y a deux semaines. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]